

BRÉSIL - Commission pastorale de la terre : Rapport sur les conflits agricoles en 2003

jeudi 1er juillet 2004, mis en ligne par [Dial](#)

Les conflits de la terre se sont nettement aggravés en 2003 au Brésil. Leur nombre s'élève à un taux encore jamais atteint. C'est ce que montre le dernier rapport publié par la [Commission pastorale de la terre](#) (CPT), résumé ici par la CPT locale de l'Etat du Paraná en date du 15 avril 2004.

La CPT (Commission pastorale de la terre du Paraná) publie le Rapport sur les conflits de la terre - Brésil 2003, une publication annuelle diffusée par l'organisme depuis les années 80. Ce rapport présente un ensemble très complet de données sur les régions agricoles brésiliennes, réuni par une organisation non officielle qui, compte tenu de la rigueur avec laquelle ces éléments sont rassemblés, est reconnue, au plan national et international, comme une source irremplaçable pour l'analyse des conflits et des tensions qui caractérisent la situation agraire au Brésil.

La première année du gouvernement Lula

Cette période est marquée par l'augmentation du nombre des actes de violence. L'année 2003 a commencé dans l'euphorie de « l'espérance qui a vaincu la peur ». Les travailleurs ont cru qu'était venue l'heure d'un changement profond dans la situation agraire du pays. Aussi les mouvements sociaux ont-ils multiplié leurs initiatives comme jamais auparavant. Au total les occupations et installations ont représenté un total de 676 actions, qui ont concerné 124 634 familles (623 170 personnes). Le nombre de ceux qui ont participé aux manifestations en 2003 a également été un record : près d'un million de personnes. Enfin le nombre total de conflits s'est élevé à un niveau jamais atteint : 1 690 conflits, avec 1 190 578 personnes concernées.

Bien que le gouvernement ait adopté une attitude nouvelle face aux mouvements ruraux, en ne les traitant pas comme des mouvements criminels et/ou hors-la-loi, comme c'était le cas ces dernières années, il n'a cependant mis en oeuvre aucune action concrète qui aurait prouvé sa volonté d'entreprendre une véritable réforme agraire. Le nombre de familles installées dans l'année a été dérisoire. Ce n'est qu'à la fin de 2003 sous la pression des mouvements sociaux, que le gouvernement a lancé le Plan national de réforme agraire, bien insuffisant pour répondre aux revendications et aux attentes populaires.

En même temps, le secteur privé et le pouvoir judiciaire ont essayé de neutraliser l'action des mouvements ruraux en agissant d'une façon de plus en plus contraignante. Le pouvoir judiciaire a émis des arrêtés d'expulsion à l'encontre de 35 297 familles, qui ont touché 176 485 personnes, chiffre record depuis que la CPT a commencé à enregistrer les données, et c'est probablement un autre record historique pour 2003, avec une augmentation de 263,2% par rapport à l'année précédente. Le nombre de personnes envoyées en prison a été 140,5% plus élevé qu'en 2002. Le nombre d'assassinats s'est accru de 69,8% par rapport à 2002 : 73 travailleurs ruraux ont été assassinés dans le pays en 2003. Ce chiffre n'a été dépassé qu'en 1990 et dans les années 80. Le nombre de familles expulsées a été 151,4% plus élevé qu'en 2002.

Un autre problème qui persiste et s'aggrave en milieu rural brésilien est le travail esclave : 240 cas ont

été dénoncés en 2003 et le ministère du travail en a vérifié 154, libérant 5 010 travailleurs, ce qui représente 52,5% du total des travailleurs libérés depuis que le Groupe mobile de lutte contre le travail esclave a été créé en 1995.

Les indices qui mesurent les situations de conflits sont alarmants

Ce que révèlent les chiffres est bien plus grave qu'il ne paraît à première vue. Une nouvelle méthode d'analyse présentée par la CPT montre qu'en 2003 la région Centre-Ouest du Brésil a dépassé toutes les autres quant au nombre de personnes impliquées dans les conflits : 310 592, soit 26,09% du total national. Il en est de même pour le nombre de personnes expulsées par le pouvoir judiciaire : 62 995, soit 35,7% du total. En outre, si l'on compare ces chiffres avec ceux de la population rurale de chacun des Etats du Brésil, on découvre une facette de la réalité qui ne pouvait manquer d'apparaître. Au Mato Grosso, par exemple, les chiffres relevés montrent qu'un pourcentage impressionnant de 40,8% de la population rurale, soit 210 795 personnes sont concernées par les conflits, et qu'un nombre équivalent à 6,2% de la population rurale, soit 32 275 personnes ont souffert d'une mesure d'expulsion. Une véritable opération de guerre ! En ce qui concerne la violence du secteur privé, bien qu'en nombres absolus l'Etat du Pará soit de loin le plus violent, avec 33 assassinats enregistrés sur un total de 73, c'est-à-dire 45,2% du total, c'est encore le Mato Grosso qui, avec 9 personnes assassinées, affiche le plus fort indice de violence relative : 7,6.

Les chiffres du Paraná

Dans le classement des Etats du pays selon tous les critères utilisés par la CPT, le Paraná figure toujours dans les 5 premiers. Cet Etat a connu 60 zones de conflit, qui ont touché 10 725 familles. En 2003 ont eu lieu dans l'Etat 51 occupations nouvelles, concernant 7 997 familles. En outre, la CPT a relevé au Paraná 4 assassinats en milieu rural dans l'année 2003. Ces chiffres confèrent au Paraná un indice élevé de conflit (qui atteint 1,2) et d'implication de la population (1,3). C'est le seul Etat de la région sud qui présente des indices aussi élevés dans l'enquête. Une autre caractéristique du Paraná est l'action des milices privées : le Paraná vient au second rang parmi les Etats du Brésil pour le nombre de familles victimes de l'action des hommes armés (1 700 familles), juste après l'Etat du Mato-Grosso. Le Paraná se détache également par le nombre de manifestations d'opposition (34) dont il a été le théâtre en 2003, avec la participation de 43 690 personnes.

Depuis 1984, année de la création du Mouvement des sans-terre, ont été assassinés au Paraná 46 ouvriers agricoles. Leurs noms ont été cités, pendant la 7ème grande cérémonie en hommage aux martyrs de la terre, qui aura lieu dans la basilique cathédrale de Curitiba, dans le cadre des célébrations de la Journée internationale de lutte pour la terre, le 17 avril. Participeront à cette cérémonie, outre les dirigeants et les agents de la Commission pastorale de la terre, les militants du MST qui sont à Curitiba et qui achèveront dans la cathédrale la Rencontre du 20ème anniversaire du MST.

- **Dial** - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2736.

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : [Comissão Pastoral da Terra](#), 15 avril 2004.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.